



2020 sera marqué par la crise sanitaire mondiale et ses répercussions sur nos modes de vies et nos conditions de travail.

Au vu de la situation, les mesures du gouvernement visant au maintien de l'activité économique et la restriction des droits et libertés pour ce 2<sup>ème</sup> confinement n'ont pas été à hauteur des enjeux sociaux et sanitaires.

Le gouvernement porte à lui seul la responsabilité de ce véritable fiasco.

La CGT66 porte la nécessité d'une meilleure redistribution des richesses en réorientant les politiques publiques en faveur de l'emploi, la réindustrialisation, l'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et d'investissement dans des services publics de qualité pour répondre aux besoins des habitants des Pyrénées-Orientales.

Perpignan, le 5 janvier 2021

# **NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !!!**

Une fois de plus, la crise démontre que ce sont les entreprises, tout particulièrement les grands groupes qui ont maintenu le versement de dividendes à leurs actionnaires, profité des centaines de milliards d'aides débloqués sans contrepartie et multiplié dans le même temps les licenciements.

**En 2020, les entreprises du CAC 40 verseront 34 milliards d'euros aux actionnaires tout en supprimant près de 60 000 postes dont 1/4 en France !**

La période n'y change rien, le gouvernement maintient le cap des réformes régressives et antisociales (assurance chômage, retraites par points, projet de loi de finance de la sécurité sociale, réforme de la fonction publique, libéralisation des services publics comme l'énergie, les transports ou les télécommunications).

**C'est bien sur les salarié.e.s que le gouvernement et le patronat tente de faire supporter les conséquences de la crise.**

Dans les Pyrénées-Orientales comme partout en France, les conséquences sur l'emploi sont dramatiques.

Le chômage et la précarité ont explosé. (+ 5% sur le département)

Déjà fortement mobilisé, le secteur de la santé et de l'action sociale exige la création d'emploi nécessaire pour réaliser leurs missions de service public prioritaire ainsi que l'augmentation des salaires à la hauteur de 300€ pour tous et toutes.

Aujourd'hui sur le département, la création de 600 emplois pour les hôpitaux et clinique et 700 emplois pour les EHPAD sont nécessaires.

**Afin de préparer la riposte sociale, la CGT66 appelle l'ensemble des forces organisées à venir participer à :**

## **MARCHE AUX FLAMBEAUX JEUDI 21 JANVIER - 17H30 PLACE DE LA VICTOIRE**